

Extrait du registre des délibérations

Séance du 24 mai 2016

L'an deux mil seize, le vingt-quatre mai à vingt heures, le conseil municipal d'ELLIANT, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, salle du Conseil, sous la présidence de René LE BARON, Maire.

Présent(s) : Pascale PICHON, Nicolas POSTIC, Albert LE GALL, Loïc COUSTANS, Annaïck COTTEN-BIANIC, Valérie RANNOU, Ronan SINQUIN, Maryse CLEREN, Léna LE BRIS, Frédéric LE BRIS, Pascal LE SAUX, Annie LE GUERN, Carine LE NAOUR, Annie PICHON, Charles DERVOËT, Isabelle NOHAIC

Absents excusés : Isabelle AUTRET a donné pouvoir à Loïc COUSTANS
Olivier LANNUZEL a donné pouvoir à Nicolas POSTIC
Jean-Michel LE NAOUR a donné pouvoir à Charles DERVOËT
Paméla PICHON a donné pouvoir à Pascale PICHON
Stéphan GUIVARCH a donné pouvoir à Albert LE GALL
Myriam MAGUER a donné pouvoir à Annaïck COTTEN-BIANIC

Est nommé secrétaire de séance : Maryse CLEREN

DÉLIBÉRATION N° 2016/04/04

OBJET : LANCEMENT DE LA PROCEDURE DE CESSIION D'UN CHEMIN RURAL

Les chemins ruraux, appartenant au domaine privé des communes, peuvent être cédés, notamment aux propriétaires riverains, à condition qu'ils cessent d'être affectés à l'usage du public et dans le respect des règles de procédure posées par l'article L. 161-10 du Code rural et de la pêche maritime.

Dans le cadre du projet d'extension du périmètre de la zone d'extraction de la Société des Carrières Bretonnes à Kerhoantec, les bâtiments du village de Kerascoët ont été démolis et les parcelles ont été rachetées par la Société des Carrières Bretonnes.

Le chemin rural numéro 11, dans sa partie située à Kerhascoët, n'est plus affecté à l'usage du public qui n'a pas lieu de l'utiliser. La Société des Carrières Bretonnes prévoit la création d'un nouveau chemin d'exploitation au Nord du futur périmètre d'extraction pour éviter tout enclavement des parcelles agricoles situées à l'Ouest.

L'aliénation de ce chemin rural, prioritairement aux riverains, apparaît bien comme la meilleure solution. Pour cela, conformément à l'article L161-10-1 du code rural et de la pêche maritime il convient de procéder à l'enquête publique préalable à l'aliénation de ces biens du domaine privé de la commune.

En conséquence, après en avoir délibéré, le conseil municipal :

- Constate la désaffectation du chemin rural,
- Décide de lancer la procédure de cession de ce chemin rural comme prévu par l'Article 161-10 du Code Rural et de la Pêche maritime,
- Pour ce faire, invite Monsieur le Maire à organiser l'enquête publique,
- Décide d'autoriser Monsieur le Maire à signer toutes pièces nécessaires à la poursuite de cette affaire.

POUR : 23

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

Envoyé en préfecture le 27/05/2016

Reçu en préfecture le 27/05/2016

Affiché le

ID : 029-212900492-20160524-DELIB20160404-DE

Fait et délibéré en Mairie, le 24 mai 2016,
Au registre sont les signatures.

Pour copie conforme le 25 mai 2016,

Le Maire,
René LE BARON

